



IÑAKI ECHANIZ

Député de la 4^e circonscription des Pyrénées-Atlantiques

24 janvier 2024

MOUVEMENT SOCIAL DES AGRICULTEURS

Hier, au petit matin, une agricultrice a perdu la vie en s'engageant pour ses droits, pour son droit de vivre, pour son droit à nourrir. Hier soir, nous avons appris le décès de sa jeune fille qui l'accompagnait. Nous pensons à son mari encore hospitalisé et à leurs proches. Ce drame nous oblige à la dignité et au refus de toutes les démagogues.

Depuis le début de mon mandat j'ai pu constater, régulièrement, les difficultés auxquelles sont confrontés nos agriculteurs : épidémies, maladies nouvelles, aléas climatiques, millefeuille administratif, hausse du prix de l'énergie et des matières premières, difficultés à accéder au foncier : la contestation est le produit de l'accumulation de ces difficultés.

Dans ce moment, avec mes collègues nous réaffirmons trois principes :

- La prospérité de l'agriculture française s'est bâtie dans le cadre de l'Union européenne. Et c'est par elle que nous la retrouverons.
- Nous ne devons jamais opposer économie et écologie car notre souveraineté alimentaire dépend de la santé du vivant.
- Nous devons défendre solidairement le pouvoir d'achat de nos concitoyens et le revenu des agriculteurs comme les emplois des filières face aux pressions des industriels et de la distribution.

Les causes de la souffrance du monde paysan sont moins les normes que les dérégulations, les marges abusives, la concurrence déloyale : autrement dit, les effets les plus néfastes du libéralisme.

Les agriculteurs souffrent de la concurrence déloyale. Nous sommes fermement opposés au projet d'accord de libre-échange avec le Mercosur. Plus largement, notre position est simple : tolérance zéro pour les produits importés ne respectant pas les normes européennes et particulièrement les usages en matière de pesticides !

Les agriculteurs souffrent de ne pas pouvoir vivre dignement de leur travail. Les lois Egalim n'ont pas tenu leurs promesses face à l'oligarchie de la grande distribution. Elles ne permettent pas aux agriculteurs de couvrir l'ensemble de leurs charges dans un contexte de forte inflation. Nous défendons un vrai partage de la valeur, de la fourche, à la fourchette.

Les agriculteurs souffrent d'un trop faible accompagnement des transitions vers l'agroécologie. Hausse des taxes sur le gazole non-routier, sortie des produits phytosanitaires, aléas climatiques, maîtrise des engrais azotés : toutes les agricultures doivent être accompagnées de façon équitable par une remise à plat de la fiscalité agricole et des aides de la Politique agricole commune (PAC).

Les agriculteurs souffrent de la spéculation foncière et de l'accapement des terres. Nous demandons depuis des années une véritable loi foncière permettant l'accès aux terres d'une nouvelle génération indispensable à la réussite de la transition agroécologique.

Nous appelons le Gouvernement à se saisir de la loi d'orientation agricole pour répondre aux inquiétudes immédiates des agriculteurs et leur apporter des solutions de long terme réconciliant économie et écologie.